

## Relation sociales, relations raciales dans les trois Guyanes

Stéphanie Guyon, MCF en science politique, Université de Picardie Jules Vernes

Marie-Hélène Sa Vilas Boas, MCF en science politique, Université Nice Sophia-Antipolis

Ce numéro interroge l'articulation entre les clivages ethno-raciaux et les relations sociales et politico-administratives dans les trois trajectoires sociales et politiques des 3 Guyanes. Il vise à définir quand et comment les relations ethno-raciales constituent un enjeu pertinent de différenciation et de discriminations dans ces trois territoires. Sans nécessairement adopter une perspective comparée et même s'il ne porte que sur l'un de ces pays, les articles de ce dossier appréhenderont ces territoires comme un ensemble dynamique caractérisé par d'importantes circulations transfrontalières (des individus et populations, des marchandises mais aussi des mobilisations, des normes sociales et politiques...).

Inégalement connues en France, les trois Guyanes, c'est-à-dire le Guyana, le Suriname et la Guyane française, ont essentiellement fait l'objet de travaux de synthèse rappelant leur unité physique, leur histoire précolombienne commune, leur colonisation par des puissances non ibériques et leur caractère multiculturel [(Devèze, 1968 ; Giacottino, 1995)]. A l'exception des récents travaux du réseau 3 G<sup>1</sup>, rares sont les études comparatives en sciences sociales proposant davantage qu'un panorama général de ces territoires. Or ils se distinguent aussi du reste de l'Amérique latine par leur ancrage dans l'« Amérique noire » et la diversité de leur peuplement. Les trajectoires différenciées de chacune des Guyanes au 20<sup>ème</sup> siècle expliquent en partie qu'elles aient été appréhendées séparément : le Guyana et le Suriname ont acquis leur indépendance à l'égard respectivement du Royaume Uni en 1966 et des Pays Bas en 1975 alors que la Guyane française est restée sous souveraineté française.

Pourtant, les Guyanes se distinguent aussi du reste de l'Amérique latine par leur ancrage dans l'« Amérique noire » et la diversité de leur population<sup>2</sup>, parfois qualifiée de « mosaïque »<sup>3</sup>. Les Guyanes sont traversées par des dynamiques socio-politiques analogues. Au Suriname, au Guyana et en Guyane française, selon des chronologies et des processus différenciés, les groupes dominants, en particulier les Créoles sont progressivement devenus une minorité numérique, tout en ayant conservé un pouvoir politique et administratif important [Singh, 2008 ; Misir, 2007 ; Mam Lam Fouk, 2015]. Le caractère composite des populations de ces territoires, le déplacement des groupes sociaux sur le Plateau amazonien, à l'image des noirs marrons sur les deux rives du Maroni, et les vagues migratoires qui les caractérisent justifient de porter un regard comparatif sur ces trois espaces politiques, administratifs et sociaux.

---

<sup>1</sup> Le réseau 3 Guyanes (3G) au sein du programme Ecotones a organisé plusieurs colloques comparatifs entre les trois Guyanes dont « The Pan –Guyanese Highway, Cayenne Georgetown Paramaribo », Amsterdam, 1-3 October 2015 et « Imagining the Guyanas / Ecologies of Memory & Movement- French Guyane, Guyana, and Suriname- », 27-29 October 2016, University of London, School of Advanced Study, Senate House.

<sup>2</sup> En géographie, on peut mentionner l'ouvrage comparatif d'Emmanuel Lezy (2000).

<sup>3</sup> Pour une discussion de ce terme dans le cas de la Guyane française, cf. Marie-José Jolivet [1997].

En effet, les Guyanes sont traversées par des dynamiques socio-politiques analogues, bien qu'inscrites dans des contextes historiques et politiques distincts. Au sein de l'Amérique du Sud, elles se singularisent par le caractère multiculturel de leur population, parfois qualifiée de « mosaïque »<sup>4</sup>. Comme dans les autres pays d'Amérique du Sud, le métissage a certes mené à un processus de créolisation (Jolivet, 2013), mais dans le même temps, ce processus a coexisté avec un certain cloisonnement entre les groupes ethno-raciaux. Tant au Guyana qu'au Suriname, les tensions entre la population créole et celle issue de l'immigration indienne se sont traduites politiquement (Misir, 2006 ; Singh, 2008). L

En outre, les Nnoirs marrons et les Aamérindiens du Suriname et de la Guyane française partagent en outre une position minoritaire analogue, à l'origine de discriminations multiples mais également d'un processus de politisation des questions ethniques [(Guyon, 2010 ; Price, 2012)]. Aussi, l'objectif de ce dossier sera-t-il d'interroger ces dynamiques de racialisation dans l'espace social, administratif et politique. Toutefois, il s'agira moins de prendre ces divisions pour acquises, en les érigeant en point de départ de l'analyse que de définir les situations où elles font sens et celles où elles ne trouvent pas à s'exprimer, voire sont remises en cause.

La comparaison entre les Guyanes se justifie enfin par les évolutions communes que connaissent certains groupes « dominants » en leur sein, en particulier les Créoles. Au Suriname, au Guyana et en Guyane française, les Créoles sont progressivement devenus une minorité numérique, tout en ayant conservé un pouvoir politique et administratif important. Mais dans le même temps, les équilibres ethno-raciaux ne reposent pas sur la même historicité ni sur les mêmes flux migratoires dans chacun des territoires. Dans les anciennes Guyanes britannique et néerlandaise, les groupes aujourd'hui numériquement majoritaires, en particulier ceux issus de l'immigration indienne, sont présents depuis plusieurs générations. La Guyane française connaît, quant à elle, un fort renouvellement de sa population depuis les années 1980, sous l'influence des migrations brésiliennes et haïtiennes notamment (Mam Lam Fouck, 2015). OL'on se demandera si et comment les relations sociales, politiques et administratives sont reconfigurées, renouvelées ou au contraire maintenues avec l'évolution numérique des divers groupes ethno-raciaux. Plus précisément, le dossier questionnera les représentations associées aux groupes ethno-raciaux en fonction de ces dynamiques migratoires, les positions sociales et politiques de leurs membres et les processus de politisation de l'ethnicité dans chacune des Guyanes.

Si ce numéro interroge l'articulation entre les clivages ethno-raciaux et les relations sociales et politico-administratives, il questionne également les approches érigeant les relations ethniques en facteur explicatif incontournable des dynamiques sociales et politiques sur ces territoires. Cet angle d'analyse obscurcit l'analyse lorsqu'il reproduit les catégories ethno-raciales circulant dans les Guyanes, sans les questionner à l'aune d'autres rapports sociaux, à l'image du genre, de la classe ou de la division urbain/rural. Les travaux de Fred Constant [(1994)] sont à cet égard illustratifs. En se fondant sur une comparaison entre plusieurs pays des Caraïbes, parmi lesquels la Jamaïque, Haïti et Porto Rico, Constant montre qu'en dépit de l'importance des clivages ethniques et religieux dans l'espace social de ces trois pays, ces derniers ne trouvent pas à s'exprimer dans le champ politique. Parce qu'ils ne recourent pas

d'autres divisions sociales, telles que les inégalités socio-économiques et territoriales, ils ne font pas l'objet d'une politisation par des entrepreneurs politiques.

Les contributeurs/trices sont, plus précisément, invité.e.s à inscrire leur proposition dans l'un de ces trois axes :

- Legs colonial, catégorisations ethnoraciales et rapport de pouvoir :

Comment les relations ethnoraciales contemporaines prolongent ou recomposent des hiérarchies coloniales ? Quelles sont les dynamiques de catégorisation à l'œuvre dans chacune des Guyanes et dans l'ensemble du plateau des Guyanes. Comment les processus de catégorisation ethno-raciales se transforment-ils en processus discriminatoires ? La sociologie, la socio-linguistique et l'anthropologie de différentes institutions étatiques (école, hôpital) en Guyane ont souligné les processus d'étiquetage des patients et élèves issus des groupes migrants ou des groupes locaux minorisés et les effets discriminatoires de ces catégorisations ethniques sur les pratiques professionnelles des agents de l'État [(Alby et Léglise, 2006 ; Carde, 2010 ; Léobal, 2017)]. Ces travaux ont mis en évidence l'importance des pratiques langagières, des catégorisations et désignations ethnoraciales des usagers dans la domination administrative. Qu'en est-il d'autres institutions en Guyane, au Suriname et au Guyana ? Comment l'espace administratif recompose-t-il des distances sociaux-raciales dans les Guyanes ? Les inégalités et discriminations y revêtent-elles des contours distincts selon les caractéristiques des groupes dominants et dominés ? Observe-t-on des processus de catégorisation sans pratiques discriminatoires ? Les contributeurs/rices seront attentifs à la complexité des configurations de pouvoir selon les contextes sociaux et politiques et à l'imbrication des rapports de pouvoir.

- Catégories ethnoraciales en pratique :

Comment les catégories ethnoraciales sont-elles mobilisées au quotidien dans les relations interpersonnelles, professionnelles ou de voisinage ? Quel(s) sens les individus confèrent-ils à ces catégories, selon leurs propriétés sociales et la position qu'ils occupent dans un espace territorial donné ou dans un cadre professionnel spécifique ? La proximité résidentielle, professionnelle ou affective entre groupes distincts redéfinit-elle ou à l'inverse renforce-t-elle les représentations des uns et des autres ? Les contributeurs seront attentifs à la fluidité des frontières ethno-raciales et des identifications mobilisées par les habitants des Guyanes en fonction des contextes (en ville, en forêt) et des situations. Ils tenteront d'appréhender la manière dont les identités nationales fragmentent ou non les groupes ethniques dans les pratiques de désignation mais aussi dans un ensemble de pratiques sociales (les modes d'habiter, les unions et les circulations familiales, le travail et les pratiques économiques, les pratiques religieuses...).

- Mobilisations ethniques et circulations régionales :

Comment les relations ethno-raciales sont-elles politisées ? Les mobilisations revendiquant une spécificité ethnique ou culturelle sont-elles structurées ou non à l'échelle de l'ensemble des Guyanes. Que sait-on des circulations de savoir-faire militants entre les Guyanes ? Le dossier sera attentif aux pratiques de mobilisations des groupes sociaux et à l'articulation des

revendications ethniques avec d'autres enjeux (linguistiques, redistribution des ressources publiques etc.)

Les analyses comparatives portant sur deux territoires ou sur les circulations des individus, pratiques et représentations entre les Guyanes seront particulièrement appréciées.

## **MODALITES DE SOUMISSION**

Les propositions d'articles, rédigées en français, espagnol, anglais ou portugais, devront contenir les informations suivantes :

- nom, prénom ;
- université ou laboratoire de rattachement ;
- court CV avec adresse e-mail ;
- titre envisagé de l'article ;
- résumé de 1 500 signes maximum précisant le contenu du projet d'article

La date limite impérative de soumission des propositions d'articles est fixée au **15 février 2018** à l'adresse suivante : [calguyanes@gmail.com](mailto:calguyanes@gmail.com)

Le comité de rédaction de *Cahiers des Amériques latines* informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai de deux semaines.

Les articles de 45 000 signes environ (espaces, notes, bibliographie, résumés et mots-clés compris) devront être envoyés aux coordinateurs pour le **15 avril 2018**. Ils seront soumis à une double évaluation anonyme.

La publication du dossier est prévue pour **avril 2019**.

Merci de bien vouloir consulter les instructions aux auteur-e-s et la forme souhaitée de l'article final sur : <http://cal.revues.org/2324>

Les articles ne répondant pas à ces instructions ne pourront être pris en compte.

## Social relations, racial relations in the three Guianas

Stéphanie Guyon, Assistant Professor of Political Science,  
University of Picardie Jules Vernes  
Marie-Hélène Sa Vilas Boas, Assistant Professor of Political Science,  
University Côte d'Azur

This issue questions the link between ethnoracial divisions and social, political and administrative relations in the three Guianas. It aims at defining when and how ethnoracial relations constitute a relevant stake of differentiation and discrimination in these three territories. Without necessarily adopting a comparative perspective and even if it studies only one of the countries, the articles of this issue will consider these territories as a dynamic area characterized by important cross-border circulations (of individuals and groups, goods but also mobilizations, social and political standards etc.)

Unequally known, the three Guianas, that is Guyana, Surinam and French Guiana, have essentially been analysed by synthesis works that underline their physical unity, their common pre-Colombian history, their colonization by non-Iberian empires and their multicultural population [Devèze, 1968, Giacottino, 1995]. Apart from the works of the 3G network<sup>5</sup>, very few comparative studies propose more than a general panorama of these territories. The different trajectories of each Guiana partially explain that they have been studied separately: Guyana and Suriname obtained their independence, respectively from the United Kingdom in 1966 and the Netherlands in 1975 while French Guiana stayed under French sovereignty.

Yet, the Guianas distinguish themselves in Latin America by their anchoring in “Black America”<sup>6</sup> and the diversity of their population, sometimes called a “mosaic”<sup>7</sup>. Similar socio-political dynamics characterizes the Guianas. In Surinam, Guyana and French Guiana, whereas through different timing and processes, dominant groups, in particular the Creoles, gradually became a minority while preserving important political and administrative resources [Singh, 2008; Misir, 2007; Mam Lam Fouk, 2015]. Maroons and Amerindians in Surinam and French Guiana also share a similar minority position that leads to multiple discriminations but also to a process of ethnic politicization [Guyon, 2010, Price, 2012]. The question studied in this issue is to understand how social, political and administrative relations are redefined, renewed or on the contrary maintained with the numerical evolution of ethnoracial groups. More precisely, the articles will examine the representations linked to ethnoracial groups depending on the migratory dynamics, the social and political positions of their members and the ethnic politicization in each of the Guiana.

If this issue aims at questioning the link between ethnoracial divisions and socio-political relations, it also aims at challenging the analysis that consider ethnoracial divisions as the main explanatory factor of every social and political relations in these territories. This approach

---

<sup>5</sup> The network 3 Guianas (3G) integrated to the Ecotones Program organized several comparative seminars on the three Guianas among which « The Pan –Guyanese Highway, Cayenne Georgetown Paramaribo», Amsterdam, 1-3 October 2015 and “Imagining the Guyanas / Ecologies of Memory & Movement- French Guyane, Guyana, and Suriname –“, 27-29 October 2016, University of London, School of Advanced Study, Senate House

<sup>6</sup> In the field of geography, we can mention the works of Emmanuel Lezy [2000].

<sup>7</sup> For a presentation of this word in the French Guiana case, cf. Marie-José Jolivet [1997]

simplifies the analysis when it reproduces the ethnoracial categories used in the Guianas, without questioning them through the length of other social relations, such as gender, class or urban/rural division. Fred Constant's works [1994] are illustrative. Based on the comparison between several Caribbean countries, among which Jamaica, Haiti and Puerto Rico, Constant's work shows that whereas the populations is divided in ethnoracial groups, ethnicity does not necessarily have a political expression depending on the case considered. When it does not cross other social relations, such as socioeconomic or territorial inequalities, political entrepreneurs do not invest ethnoracial relations.

Contributors are, more specifically, invited to join one of these three axes:

- Colonial legacies, ethnoracial categorizations and relations of power:

How do contemporary ethnoracial relations extend or recompose colonial hierarchies? What are the categorization dynamics at work in each of the Guianas and throughout the Guyana shelf? How ethno-racial categorization processes are transformed into discriminatory processes? The sociology, socio-linguistics and anthropology of different state institutions (school, hospital) in Guyana have highlighted the labeling process of patients and pupils from migrant groups or local minority groups and the discriminatory effects of these ethnic categorizations on the practices of public servants [Alby and Léglise, 2006; Carde, 2010; Léobal, 2017]. These researches have highlighted the importance of language practices, ethnoracial categorizations and designations of users in administrative domination. What about other institutions in Guyana, Suriname and French Guiana? How does the administrative space recompose social-racial distances in the Guianas? Do inequalities and discriminations have distinct contours according to the characteristics of dominant and dominated groups? Are there categorization processes without discriminatory practices? Contributors will be attentive to the complexity of power configurations according to social and political contexts and the interweaving of power relations.

- Ethnoracial categories in practice:

How are ethnoracial categories mobilized daily in interpersonal, professional or neighborhood relations? What sense do individuals give to these categories, according to their social properties and the position they occupy in a given territorial area or in a specific professional context? Does the residential, professional or affective proximity between different groups redefines or conversely reinforce the representations of each other? Contributors will be attentive to the fluidity of the ethno-racial boundaries and identifications mobilized by the inhabitants of Guianas according to the contexts (in the city, in the forest) and situations. They will try to apprehend the way in which national identities fragment the ethnic groups or not in the practices of designation but also in different social practices (housing, unions and family circulations, working and economical practices, religious practices ...).

- Ethnical mobilizations and regional circulations:

How are ethno-racial relations politicized? Are mobilizations claiming ethnical or cultural specificity structured or not at the level of the whole Guianas? What do we know about the circulation of militant know-how between the Guianas? This issue will be attentive to the

practices of mobilization of social groups and the articulation of ethnic claims with other topics (language, redistribution of public resources etc.).

Comparative analyzes on two territories or on the circulation of individuals, practices and representations between the Guianas will be particularly appreciated.

## **PROCEDURE FOR SUBMISSION**

Articles may be submitted in French, Spanish, or English. Article submissions must contain:

- name, lastname;
- university or research center;
- short CV with e-mail adress;
- title of the article;
- 350 words abstract of the article.

They must be sent by **February, 15<sup>th</sup> 2018** at the following e-mail addresses: [calguyanes@gmail.com](mailto:calguyanes@gmail.com)

Authors will be informed within a month by the Editorial Committee of the *Cahiers des Amériques Latines* whether their abstract has been accepted.

Full articles (45.000 letters approximately, counting spaces, footnotes, bibliography, abstracts and keywords) are to be submitted by **April, 15<sup>th</sup> 2018**. All articles will be double-blind reviewed; final decision regarding acceptance lies with the Editorial Committee of the *Cahiers des Amériques Latines*.

Publication is expected in **April 2019**.

## BIBLIOGRAPHIE / REFERENCES

- Alby Sophie, Léglise Isabelle, « L'enseignement en Guyane et les langues régionales : réflexions sociolinguistiques et didactiques », *Marges Linguistiques*, M.L.M.S. Publisher, 2006, pp. 245-261.
- Carde Estelle, « Quand le dominant vient d'ailleurs et l'étranger d'ici : l'accès aux soins en Guyane au prisme de la double altérité », *Autrepart*, vol. 55, n°3, 2010.
- Constant Fred, « Religion, ethnicité et politique en Caraïbe », *Revue française de science politique*, 44<sup>e</sup> année, n°1, 1994. pp. 49-74.
- Devèze Michel, *Les Guyanes*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1968
- Giacottino Jean-Claude, *Les Guyanes*, Paris, PUF, coll « Que sais-je », 1995.
- Guyon Stéphanie, « Politisation et hiérarchies coloniales : Amérindiens et Noirs-marrons à St-Paul (Guyane française, 1946-2000) », *Critique internationale*, vol. 50, n°1, 2011, pp. 21-37.
- Guyon Stéphanie, « Du gouvernement colonial à la politique racialisée : Sociologie historique de la formation d'un espace politique local (1949-2008), St-Laurent du Maroni, Guyane », *Thèse de science politique*, Université Paris 1, 2010.
- Jolivet Marie-José, « Modèle occidental et créolisation », *L'Homme*, n°207-208, 2013, pp. 113-134.
- Jolivet Marie-José, « La créolisation en Guyane. Paradigme pour une anthropologie de la modernité créole », *Cahiers d'études africaines*, 148, XXXVII, n°4, 1997, pp. 813-837.
- Léglise Isabelle, « Environnement graphique, pratiques et attitudes linguistiques à l'hôpital de Saint-Laurent du Maroni », in Léglise Isabelle, Migge Bettina dir., *Pratiques et représentations linguistiques en Guyane : regards croisés*, IRD Editions, 2007.
- Léobal Clémence, 'Osu', 'baraques' et 'batiman' : redessiner les frontières de l'urbain à Soolan (Saint-Laurent du Maroni, Guyane), Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Descartes, 2017.
- Lemercier Élise, Valelia Muni Toke, et Élise Palomares. « Les Outre-mer français. Regards ethnographiques sur une catégorie politique », *Terrains & travaux*, vol. 24, n°1, 2014, pp. 5-38.
- Lézy Emmanuel, " Au pays des « Mille eaux » : les littoraux guyanais", in Musset, Alain, et Violette Brustlein-Waniez. *Les littoraux latino-américains : Terres à découvrir*. Paris : Éditions de l'IHEAL, pp. 33-55, 1998. <<http://books.openedition.org/iheal/2843>>.
- Lézy Emmanuel, *Guyane, Guyanes. Une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazonie*, Paris, Belin, 2000.
- Mam Lam Fouck Serge, *La société guyanaise à l'épreuve des migrations 1965-2015*, Matoury, Ibis Rouge, 2015.
- Misir Prem, "The social construction of race-ethnic conflict in Guyana", Grant Cedric H. and Kirton R. Mark, *Governance, conflict analysis & conflict resolution*, Kingston, Jamaica: Ian Randle Publishers, 2007, p. 214-230.
- Pommerolle Marie-Emmanuelle, « L'administration des étrangers en Guyane française : les jeux autour de la légalité en situation postcoloniale », *Droit et société*, vol. 85, n° 3, 2013, pp. 693-713.



- Price Richard, *Peuple Saramaka contre Etat du Suriname. Combat pour la forêt et les droits de l'homme*, Paris, Karthala / CIRESC Esclavages / IRD, coll. « Esclavages », 2012.
- Saada Emmanuelle, « Un droit postcolonial », *Plein droit*, vol. 74, n°3, 2007, pp. 13-16.
- Singh Chaitram, “Re-Democratization in Guyana and Suriname. Critical Comparisons”, *Revista Europea De Estudios Latinoamericanos y Del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°84, 2008, pp. 71–85.